

Un extrait, pp. 9-11

Introduction

Actualité d'une question liquidée

Le débat autour du théologico-politique semble clos depuis longtemps. Il l'est pour une raison majeure. Avec insolence et par provocation, on pourrait avancer que le christianisme a fini par imposer son "agenda" comme on dit en français. Désormais, qui ose contester frontalement que la distinction entre César et Dieu, entre le temporel et le spirituel, entre le politique et le religieux ne soit pas libératrice, tant pour le politique - qu'elle prévient de la sacralisation des pouvoirs - que pour la religion - qu'elle rappelle à son ordre propre contre les tentations de mainmise universelle. Nombre de musulmans, au moins en Occident, concèdent que cette distinction n'est pas tout à fait ignorée dans le Coran et qu'il s'agit désormais de mieux en penser l'articulation. Peut-on minimiser l'équivoque d'un État comme celui d'Israël, dont la charge théocratique portée par son nom même, peut conduire à des ambiguïtés, source de conflits internes et de rejets externes ? En ce sens, la conception chrétienne du rapport entre religion et politique devient une référence largement partagée; c'est même elle qui conduit le débat, obligeant chacun qu'il le veuille ou non, à se situer par rapport à elle. Étrange situation à un moment où beaucoup pensent que le christianisme est à bout de souffle ou qu'il a achevé son destin historique. En fait, par la distinction qu'il apporte et qu'il ne cesse de rappeler contre toutes les tentations que sa méconnaissance induit, il garde une étonnante actualité. Il la garde même à cause des ambiguïtés et des obscurités qu'une telle distinction implique sous son apparente clarté formelle, car le caractère problématique du rapport qu'implique forcément la distinction oblige à la discussion, voire à la mise en cause de la formule. Admise, la distinction entre César et Dieu appelle aussi l'interrogation et la mise en cause : si la séparation est admise, jusqu'où va-t-elle, ou comporte-t-elle des limites ? s'il y a frontière entre temporel et spirituel, où passe-t-elle et comment la tracer ?

Actualité du théologico-politique, car si en un sens le débat est clos, en bien d'autres il ne l'est nullement. Il est clos puisque nous vivons, dans nos démocraties occidentales, et sous des modalités institutionnelles diverses, de nettes "séparations" entre le politique et le religieux, et personne ne conteste réellement cette situation. Et pourtant comment ne pas voir aussi les faiblesses de ce régime de franche "séparation" ? N'en vient-il pas à marginaliser les religions en sous-estimant leur importance dans la vie sociale

et auprès de nombreux citoyens qui y trouvent source d'engagement et d'espérance ? Mais surtout n'en vient-il pas à anémier les démocraties elles-mêmes, en les privant de ressources symboliques sans lesquelles elles versent dans des politiques sans horizon ? Les pages qui suivent ont pour but de mettre le doigt sur certaines impasses, que la situation établie et le préjugé selon lequel on en a fini avec le théologico-politique finissent par obturer. Cet aveuglement doit être analysé, soit en remontant dans le passé où des philosophies politiques majeures ont posé (pour toujours ?) les bases de notre pratique du rapport entre politique et religieux, soit en mettant le doigt sur les actuelles faiblesses d'un politique qui se croit "séparée" du religieux.

Nous ne parlons pas de retour, de revanche, de reconquête du religieux, mais d'actualité, de pertinence, d'acuité des questions posées par le religieux ou le théologique au politique. Cette problématique a été de tous temps, même si les thèses de la mort ou de la disparition des religions dispensaient de prendre en compte la permanence des questions : à quoi bon prendre au sérieux les religions puisqu'à l'horizon de l'histoire elles devaient s'atrophier ? Or, est-il encore besoin de discuter ces théories à une époque où les religions sont plutôt sources d'inquiétude, non à cause de leur mort, mais à cause d'une vitalité en certains cas provocatrice ? D'un autre côté, nous évoquons les graves problèmes (en éthique notamment) devant lesquels le politique se trouve souvent démuné, faute de trouver en son "autonomie" les ressources intellectuelles pour y faire face. Ainsi le politique lui-même risquerait bien de perdre beaucoup à ne pas prendre au sérieux des questions qui en réalité le traversent, et qu'en un sens les religions ne cessent de poser. Plus encore : elles ne cessent d'apporter quelques lumières que le politique aurait bien tort de négliger. On a certes longtemps cru qu'on pourrait se dispenser de regarder en face les questions ainsi posées ; et la philosophie politique moderne n'a pas manqué de convaincre sur ce point à travers de très grandes voix. Et si les perspectives ainsi proposées s'avéraient des impasses, au point qu'il faudrait fondamentalement revoir les bases des traditions qui ont pensé liquider la question du théologico-politique ? Et si le figure de Léviathan, paradigme de l'Etat moderne souverain, ce dieu mortel sous le Dieu immortel, était ébranlé dans ses fondements sans qu'il s'en avise toujours ? Telle est l'interrogation qui traverse ce livre.